

Burundi : 4 journalistes inculpés de "complicité d'atteinte à la sécurité intérieure"

@rib News, 27/10/2019 Source AFP Quatre journalistes burundais et leur chauffeur, arrêtés alors qu'ils couvraient l'incursion de rebelles burundais venus de la République démocratique du Congo (RDC) voisine, ont été inculpés de complicité d'atteinte à la sécurité de l'état et écroués samedi, a-t-on appris de source judiciaire et de justice.

Le procureur de Bubanza, Clément Ndikuriyo, a accusé les quatre journalistes et leur chauffeur de complicité avec le groupe armé qui a attaqué mardi et vient de les inculper de complicité d'atteinte à la sécurité intérieure de l'état. AFP une source policière sous couvert d'anonymat. Les cinq ont ensuite été conduits à la prison centrale où ils ont été écroués, a-t-il poursuivi, ajoutant qu'un procès doit être organisé très rapidement suivant un délai de 15 à 10 ans de prison, selon le code pénal burundais. Les journalistes travaillaient pour Iwacu, l'un des derniers médias indépendants du Burundi. Ils ont été arrêtés dans la province de Bubanza (ouest). Au moins 14 rebelles du groupe burundais RED-Tabara, basé dans l'est de la RDC, ont été tués lors de cette attaque, la première depuis 2017, par la police burundaise. De son côté, le mouvement rebelle a affirmé avoir tué une dizaine de membres des forces de défense et de sécurité. Le gouvernement burundais et de nombreux diplomates estiment que ce groupe rebelle est dirigé par l'un des plus farouches opposants au régime burundais, Alexis Sinduhije, ce que l'intéressé a toujours nié. Reporter sans frontières (RSF) a demandé jeudi la libération sans délai de quatre journalistes et de leur chauffeur, soulignant qu'ils n'ont fait rien d'autre que leur travail en allant vérifier sur place les informations qui faisaient l'objet d'affrontements armés. Human Rights Watch a également exigé leur libération immédiate. Le Burundi a la 160e place du classement de la liberté de la presse dans le monde établi par RSF, alors qu'il était considéré il y a peu plus de deux ans comme un des rares Etats de la région des Grands lacs à être doté d'une presse libre et indépendante. C'était avant le début de la crise politique déclenchée par l'annonce, en avril 2015, de la candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année. Cette crise a déjà coûté de 500 à 2.000 morts imputés essentiellement aux forces de l'ordre selon les sources (ONU et ONG).